

Commission: Droits de l'homme

Question: Une cohabitation paisible des différentes identités pour le monde de demain

Auteur: Grèce

De nos jours, le modèle politique dominant est celui de l'État Nation, nation établie sur un territoire délimité qui coïncide avec le sentiment d'identité commune d'une même population. Cependant, les revendications des minorités, aujourd'hui de plus en plus nombreuses, sont l'une des principales sources de tensions et de conflits.

La Grèce est un pays multiculturel et cosmopolite depuis la nuit des temps. En effet, le cosmopolitisme naît en Athènes au Vème siècle av. J-C., courant philosophique qui prétend que les êtres humains sont tous membres d'une communauté universelle. Aujourd'hui, nous observons des minorités qui cohabitent ensemble au sein du même pays : des macédoniens, des albanais, des turques, des bulgares, des arméniens, des roumains... Mais La Grèce s'est toujours réaffirmé comme un État-Nation par son histoire, sa langue et sa culture communes tout en respectant et considérant les groupes minoritaires à condition qu'ils affirment les droits de l'homme. Il faut remarquer qu'il s'agit de l'une des démocraties les plus anciennes.

La volonté de notre pays est d'adapter des politiques adéquates pour préserver et promouvoir la diversité culturelle et sociale. C'est pourquoi La Grèce a toujours lutté pour une Europe construite sur la culture (création d'une capitale culturelle). Elle est donc favorable aux accords internationaux privilégiant une coopération entre les États. Ainsi, elle est membre de l'Union Européenne, l'espace Schengen, l'ONU et ses différentes organisations, l'OTAN, l'OCDE ou l'ICCPR, entre autres.

L'un des principaux problèmes de ces dernières années est la crise migratoire des réfugiés. Notre pays, par sa situation géographique stratégique, représente une porte entre l'Orient et l'Occident ce qui fait de lui le principal pays d'accueil de migrants originaires du Moyen Orient. La Grèce est en faveur d'une coopération internationale et surtout européenne pour gérer ce problème. Elle demanda de l'aide à l'UE pour que FRONTEX puisse envoyer des renforts, pétition qui n'a pas été totalement accomplie, et elle a soutenu la création d'une gendarmerie maritime, récemment mise en place (ampliation de FRONTEX). De plus, elle signa le 18 mars 2016 Le Pacte de Turquie pour essayer de mettre fin à cette crise migratoire dans des pays comme l'Italie ou La Grèce qui n'ont plus de capacité à accueillir des réfugiés, le but étant de répartir les migrants d'une manière plus hétérogène en Europe.

Pour pouvoir réduire les conflits actuels, il est donc nécessaire un accord international qui reconnaisse et respecte les minorités. La Grèce appuie le système d'un État hétérogène et le « droit à la différence » tout en respectant la souveraineté de l'État. Mais le respect et le bien-être commencent à l'intérieur de chaque pays, menant par exemple des campagnes de sensibilisation qui luttent contre la xénophobie qui augmente à cause de la crise économique et du terrorisme international ou en éduquant pour mettre fin à la stigmatisation sociale.